

Lettre ouverte au premier ministre

Monsieur Trudeau, il faut qu'on parle de Nathalie Morin

Alors que le Canada accueille une jeune saoudienne voulant échapper aux lois répressives de son pays envers les femmes, attirant par le fait même l'attention du monde entier sur ce geste de générosité et de compassion, nous nous questionnons sur le peu d'intérêt démontré par votre gouvernement sur le sort d'une canadienne et de ses quatre enfants coincés dans ce même pays depuis maintenant treize ans.

Pourtant, depuis toutes ces années, sa mère, Johanne Durocher, sillonne les médias, tente de sensibiliser le public et surtout interpelle votre gouvernement afin de faire sortir sa fille et ses petits enfants d'Arabie Saoudite.

Depuis treize ans, Nathalie Morin est coupée du monde, enfermée dans un appartement à Dammam, victime de violences physiques, psychologiques et sexuelles. Elle est violée, battue, affamée, sous l'emprise de son tuteur. Elle se bat pour survivre et pour protéger ses quatre enfants de ce père qui les maltraite eux aussi (trois enfants sont nés en captivité). Elle n'a accès à aucun service, vit de la charité, ne voit pas de médecin depuis des années et demeure séquestrée.

Ainsi va l'histoire de Nathalie Morin, prisonnière d'un pays qui ne fait que peu de cas des droits humains et encore moins de ceux des femmes. Son histoire s'inscrit tout à fait dans les valeurs que vous défendez sur la scène internationale en œuvrant pour la libération du journaliste Raïf Badawi et en accueillant la jeune saoudienne, Rahaf Mohammed Al-Qunun.

Au sujet de l'asile accordée à Mlle Al-Qunun, vous avez déclaré: « C'est quelque chose que nous sommes heureux de faire, car le Canada est un pays qui comprend à quel point il est important de défendre les droits de la personne, de défendre les droits des femmes dans le monde entier. »(1). Nous vous demandons donc : est-ce aussi vrai pour les citoyennes de votre pays qui sont prisonnières de régimes répressifs à l'étranger ? Pourquoi si peu d'efforts sont déployés pour cinq de vos concitoyens qui vivent l'enfer en Arabie Saoudite ?

Quand Madame Freeland pose aux côtés de Mlle Al-Qunun à l'aéroport Pearson de Toronto en expliquant que « Les droits de la personne, incluant absolument les droits des femmes, sont très importants. C'est une priorité pour nous dans notre politique à l'étranger et c'est une priorité dans notre politique domestique. Nous travaillons pour les droits des femmes et des filles ici au Canada et dans le monde», (2) nous lui disons que l'histoire de Nathalie et de ses enfants est un cas de violation flagrante de ces droits qui sont si importants à ses yeux. Ces droits primordiaux qu'elle revendique pour tous les êtres humains, cinq canadiens en sont privés, et ce, depuis de trop nombreuses années.

Qu'on ne se méprenne pas ici, nous appuyons sans réserve l'aide accordée par le Canada à M. Badawi et à Mlle Al-Qunun. Nous ne savons que trop le sort que l'Arabie Saoudite leur réserve et nous sommes convaincus que le Canada doit les accueillir.

Cependant, le cas de Nathalie Morin en est aussi un de violation des droits de la personne et des droits des femmes. Pourquoi alors votre gouvernement n'œuvre-t-il pas pour son retour en sol canadien comme il le fait pour ces deux Saoudiens ?

Depuis treize longues années, Nathalie Morin vit un cauchemar et son seul souhait est de revenir dans son pays. Son premier fils, Samir, est né au Canada. Il n'avait que trois ans quand il a vu Montréal pour la dernière fois mais il ne rêve que de revenir chez lui, ici.

Nathalie Morin a besoin de l'intervention et du support du gouvernement canadien pour s'extirper d'un pays qui l'empêche de revenir chez elle avec ses enfants. Il y a quelques années, elle a eu la possibilité de quitter l'Arabie Saoudite, seule. Bien sûr, elle a refusé. Quelle mère laisserait ses enfants dans un pays qui ne leur offre que peu d'avenir et de liberté, un pays où sa fille serait condamnée à vivre la vie qu'elle-même subit et que Mademoiselle Al-Qunun a fuit ?

Depuis plusieurs mois, nous n'avons plus de nouvelles de Nathalie. Elle est totalement coupée de l'extérieur et n'a plus accès à un téléphone ou à un ordinateur. Depuis le refroidissement des relations entre le Canada et l'Arabie Saoudite l'été dernier, l'ambassade canadienne à Riyad se dit impuissante à entrer en contact avec elle. Comment vont Nathalie, Samir, Abdullah, Sarah et Fowaz ? Nous n'en avons aucune idée... Nathalie est maintenant seule au monde. Elle ne peut plus crier sa détresse comme a pu le faire la jeune Rahaf Mohammed Al-Qunun avant que la Canada vienne à son secours.

Monsieur le Premier Ministre, dans quelques jours vous rencontrerez Mme Ensaf Haidar, épouse de Raif Badawi, chez elle à Sherbrooke. Nous vous demandons de rencontrer aussi Mme Johanne Durocher, la mère de Nathalie Morin, qui se bat depuis treize ans pour faire revenir sa fille et ses petits-enfants au Canada. Elle vit à Longueuil, à moins de vingt kilomètres de votre bureau de comté. Vous auriez là l'occasion de lui démontrer, ainsi qu'à tous les Canadiens, que les droits des femmes et de la personne ont tout autant d'importance à vos yeux quand il s'agit de vos ressortissants que quand il s'agit de citoyens d'autres pays.

Comité de soutien à Nathalie Morin

- (1) Traduction libre d'une déclaration publique du Premier Ministre Trudeau mentionnée dans l'article "Canada grants asylum to Saudi woman who escaped to Thailand", Mike Blanchfield, The star, January 11th 2019
- (2) Déclaration télévisée de la ministre Freeland à l'aéroport Pearson de Toronto le 12 janvier 2019 et captée par la caméra de Radio Canada.